

Pour un sursaut rassembleur des Français qui n'ont pas dit leur dernier mot



Dans de nombreux domaines, civilisationnel, social, économique, militaire et bien sûr politique, notre pays, la France, souffre de carences devenues graves et, pour certaines, dangereuses si l'on n'en trouve pas les remèdes à très court terme.

La lente dégradation s'est amorcée, c'est un fait avéré, il y a une quarantaine d'années avec la montée au pouvoir des socialistes et des communistes emmenés par François Mitterrand. Mais, pour déterminante qu'elle soit, cette dégradation de notre pays n'est pas du seul fait de ces partis de gauche qui n'ont, jusqu'à aujourd'hui et à travers le monde occidental, jamais mené un pays vers la prospérité et l'apaisement. Les Droites de pouvoir, depuis le RPR, n'ont eu de cesse d'accompagner cette lente descente pour mener notre pays sur le chemin de la désintégration dans l'ensemble des domaines

cités plus avant.

Nous sommes, avec ces élections présidentielles, au seuil de ce que l'on pourrait nommer « la phase finale » du cancer qui ronge la France, à laquelle il faut ajouter – facteur aggravant – la montée de l'islamisme, sous toutes ses formes d'expression sociétale, qui interdit, dans bien des cas, de poser un diagnostic juste en ce qu'il pèse constamment sur les prises de position, notamment électoralistes, de nos édiles politiques.

Ce constat nous avait fortement incités à placer, par nos votes, le Rassemblement National au second tour de l'élection présidentielle de 2017. Un grand nombre de patriotes – dont je fus – a tenté, à la suite du débat calamiteux sur lequel il est inutile de revenir, de trouver des explications, voire des excuses à Madame Le Pen, pour n'avoir pas emporté cette victoire que nous attendions depuis plusieurs décennies, pour enrayer, enfin, le lent déclin national.

Ensuite – et depuis cinq ans – le pays s'est enlisé dans sa révolte, souvent réprimée violemment par la force – souvenons-nous des Gilets Jaunes, mais pas seulement – toujours orchestrée par président méprisant qui n'a jamais cédé un pouce dans sa détestation profonde du « Peuple d'en bas » tant son passé dans les hautes sphères de la finance et des affaires de l'Etat l'a tenu éloigné des soucis quotidiens de nos compatriotes. Nous ne reviendrons pas non plus sur les nombreux scandales qui agitent la cour élyséenne – qui trouvent leur apogée aujourd'hui avec l'affaire McKinsey – pour dire qu'il était légitime, au premier tour de ce scrutin présidentiel, de tenter le grand renversement en se tournant vers le candidat porté par un véritable idéal patriote, honnête et sincère qui réunissait déjà, en peu de temps, un nombre impressionnant de partisans : Éric Zemmour.

Au soir de l'année précédente, marquant le début de la campagne, la confiance en Marine Le Pen s'étant quelque peu

érodée, beaucoup de nos compatriotes s'estimaient lésés dans leur désir de mettre un terme à toutes ces années de gabegie sociale, économique et culturel. Un éclairage nouveau se posait alors sur l'espoir d'un renversement total de la marche funèbre qui accompagnait le déclin de notre pays, au rythme d'une immigration endémique, nous redonnant enfin l'espoir d'envisager la remise à zéro de tous les compteurs économiques, culturels et sociétaux pour penser l'avenir avec plus de sérénité.

Un choix qui ne fut pas simple

Pour cornélien qu'il soit, le dilemme s'imposait à tous ceux d'entre-nous qui souhaitaient vraiment que le mal soit enfin endigué. Il était urgent de choisir entre deux valeurs contradictoires aussi importantes l'une que l'autre, la raison, portant vers Eric Zemmour et les sentiments de fidélité que nombre d'entre-nous nourrissaient à l'égard de la fille de Jean-Marie Le Pen. Dans ce conflit que nous avons vécu tout au long de la campagne, Eric Zemmour portait cet espoir nouveau qui réunissait, avec une toute nouvelle force de conviction, l'ensemble des valeurs chères aux français patriotes dont le Rassemblement National semblait, pour assurer sa victoire, avoir laissé se dissoudre une partie dans un ensemble d'électeur hétérogène. Constatant ainsi la dilution de certaines de ses positions jusque là intangibles, certains patriotes ont imaginé – on ne saurait leur en vouloir – l'émergence d'un positionnement mitigé peu compatible avec le « Canal historique » du Front National devenu en 2016 « Rassemblement National ».

Sur ce point, Éric Zemmour semblait beaucoup plus clair. Sans revenir sur l'ensemble de ses propositions claires sur l'immigration et le besoin impératif d'en arrêter le flux, il semble sur ce point de nouveau rejoint aujourd'hui par Marine Le Pen. Ses proposition énoncées hier, mercredi 13 avril, dans son discours sur CNews. Tout comme d'ailleurs sur un grand nombre d'autres points – sortie du Commandement intégré de

l'OTAN, Relations avec l'Algérie, pouvoir d'achat, Etc. -, La présidente du Rassemblement National et le président de Reconquête ont maintenant des positions très proches, voire identiques.

Pour toutes ces raisons, qu'il est aisé de retrouver dans les programmes de chacun d'eux, en tenant compte des aménagements apportés par Marine Le Pen depuis quelques jours, il semble urgent de gommer les différents qui opposent les uns aux autres.

Il n'est pas question, ici, de dérouler un comparatif entre les deux programmes pour justifier – ou non – un « rassemblement de reconquête » des français qui souhaitent enfin sortir de l'engrenage de la disparition prématurée de notre nation de son berceau gréco-judéo-chrétien.

Dans la mesure où le souvenir d'une candidate s'effondrant, en 2017, sous les coups portés par le président actuel, ont durablement affecté sa stature de présidente, il n'y a aucun regret à avoir, au premier tour, voté pour Éric Zemmour. Devenu aujourd'hui un personnage d'Etat, il a montré sa parfaite connaissance des rouages du fonctionnement de la France et de ses institutions, ainsi qu'une parfaite maîtrise de la géopolitique et des relations internationales. À ce titre, doit être considéré comme un acteur majeur de la politique française, digne de participer au renouveau de notre pays.

Il est également légitime d'entendre Marine Le Pen déclarer, sur France Inter, mardi 12 avril, que l'intégration du président de Reconquête dans son équipe « n'est pas une possibilité », s'attirant les foudres des proches d'Éric Zemmour. Cela dit, ce dernier l'a suffisamment « taclée » tout au long de sa campagne pour s'exclure de facto d'une future équipe de campagne. La même sentence a également été énoncée pour Marion Marechal.

Nonobstant, l'heure du dénouement approchant, pour elle comme pour tous les français, et anticipant la fragilité d'une majorité, fut-elle patriote, il lui a semblé de tempérer son propos : « J'ai exprimé tout au long de la campagne du premier tour les divergences que je pouvais avoir avec Éric Zemmour, mais j'ai toujours concédé qu'il faisait partie du camp de ceux qui croient en la France, qui croient que la France doit redevenir un pays souverain ». Il est donc raisonnable d'espérer que nos deux pointures de la « Nouvelle (et seule) Droite » française auront à cœur de gommer leur peu nombreuses divergences pour mener ensemble le pays vers un renouveau et un apaisement. Rappelons que les sondages nous indiquent que près de soixante-dix pour cent des français ne veulent plus d'Emmanuel Macron et que la même proportion pense que l'immigration est un danger pour la France...

Sans tomber dans un œcuménisme racoleur, certains français, dans les couches sociales défavorisées, ont été instruits par la propagande matraquée par les médias sur le thème de l'extrême droite et de ses peurs. Déjà lourdement blessés par la brutalité du Macronisme, ils se sont certainement réfugiés dans un vote contestataire pour le tribun islamo-compatible Melançon, sans bien réaliser qu'ils mettaient le doigt dans une urne remplie de serpents.

Peut-on raisonnablement espérer un sursaut « rassembleur » national pour, enfin, mettre fin à l'angoisse installée depuis deux ans par la gestion du Covid ? Si l'on y ajoute la peur – potentiellement irraisonnée – d'une guerre qui se propagerait à nos frontières proches et les dégâts à venir d'un deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron, « le pire fossoyeur de la France », (titre éponyme du livre de Jacques Guillemain), il semble urgent de le souhaiter.

Jean-Louis Chollet